

phtalate de di-isoheptyle (mélange d'isomères) (mélange DIHPp)	5 µg/l	50 %	WAC/IV/A/008
phtalate de di-isononyl (mélange d'isomères) (mélange DINP)	5 µg/l	50 %	WAC/IV/A/008
phtalate de di-isodécyle (mélange d'isomères) (mélange DIDP)	5 µg/l	50 %	WAC/IV/A/008
phtalate de di-isoundécyle (mélange d'isomères) (mélange DIUP)	5 µg/l	50 %	WAC/IV/A/008

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/30469]

16 FEVRIER 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution de l'article 34 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, l'article 34, § 1^{er}, alinéa 2, seconde phrase, et alinéa 3, tel que remplacé par le décret du 2 décembre 2021 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 1997 déterminant les diplômes belges et étrangers qui permettent d'apporter la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1998 déterminant les diplômes étrangers qui permettent d'apporter la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 octobre 2010 relatif aux examens de maîtrise suffisante de la langue française dans l'enseignement supérieur ;

Vu l'avis n° 2022-10 de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur du 24 mai 2022 relatif à l'épreuve liminaire portant sur la maîtrise approfondie de la langue française en qualité d'émetteur et de récepteur en contexte professionnel (réforme de la formation initiale des enseignants) ; et le courrier de l'Académie du 6 octobre 2022 confirmant le réexamen de la date d'organisation de l'épreuve ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 décembre 2022 ;

Vu le « test genre » du 22 novembre 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis 72.751/2 du Conseil d'Etat, donné le 25 janvier 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur ;

Après délibération,

Arrête :

PARTIE I. — Dispositions introductives

CHAPITRE UNIQUE. — Définitions

Article 1^{er}. Il y a lieu d'entendre par :

1° CECRL : Cadre européen commun de référence pour les langues : Apprendre, enseigner, évaluer publié par le Conseil de l'Europe en 2001 ;

2° épreuve : épreuve liminaire écrite portant sur la maîtrise approfondie de la langue française en qualité d'émetteur et de récepteur en contexte professionnel telle que visée à l'article 34, § 1, alinéa 1^{er}, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021 ;

3° établissement : établissement d'enseignement supérieur habilité à organiser la formation initiale des enseignants.

4° jury : jury encadrant l'épreuve précitée tel que visé à l'article 34, § 1^{er}, alinéa 3, 5°, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021 ;

5° secrétariat du jury : l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, telle que visée à l'article 21 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

PARTIE II. — Dispositions générales

CHAPITRE 1^{er}. — Date de l'épreuve

Art. 2. L'établissement organise l'épreuve, le cas échéant avec d'autres établissements, le troisième mardi d'octobre. Les inscriptions à l'épreuve sont clôturées le 1^{er} mardi d'octobre.

CHAPITRE 2. — Programme détaillé de l'épreuve

Art. 3. § 1^{er}. Le jury, éventuellement aidé d'experts choisis par lui, élabore les différentes parties du programme de l'épreuve en respectant un alignement pédagogique entre, d'une part, les compétences visées à l'article 34, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 7 février 2019, tel que remplacé par le décret du 2 décembre 2021, et le niveau attendu par l'épreuve et, d'autre part, les compétences visées par le contenu du cours de maîtrise de la langue française prévu dans les différents programmes d'enseignement.

Les experts sont choisis par les membres du jury en tenant compte des compétences suivantes : des spécialistes des tests à grande échelle ; des inspectrices et inspecteurs de l'enseignement secondaire afin d'assurer une continuité entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur ; des psychopédagogues ; des didacticiens du français ; des sociodidacticiens ; des spécialistes en docimologie.

Une évaluation d'une partie limitée de ces compétences est possible sous forme de questionnaire à choix multiple.

Le questionnaire à choix multiple précité est conçu sans barème correctif à points négatifs.

§ 2. Cette épreuve se déroule exclusivement en français

§ 3. L'étudiant, s'il échoue, sollicite lors de son inscription des aménagements raisonnables auprès du jury de l'épreuve, lequel est accompagné par une commission médicale indépendante constituée par le jury. Celle-ci est composée d'experts en matière d'enseignement inclusif.

La commission médicale est chargée d'analyser les documents probants fournis par le candidat. Chaque membre de la commission médicale pourra remettre son avis individuellement, avant que cela ne soit discuté en séance plénière de la commission médicale.

Les propositions rédigées à l'issue de la séance plénière de la commission médicale sont transmises au jury. Le jury s'assure que chaque candidat a pu, si sa situation médicale l'imposait, déposer une demande d'aménagement raisonnable et que ces demandes ont été examinées par la commission médicale.

Le jury approuve la liste des candidats bénéficiant d'aménagements raisonnables. Cette liste est signée par le président du jury. Le jury communique au candidat la décision quant à l'octroi ou non des aménagements raisonnables au candidat.

Les membres de la commission médicale sont tenus à la plus stricte confidentialité quant aux informations personnelles des candidats.

CHAPITRE 3. — Modalités d'évaluation de l'épreuve

Art. 4. Le jury, éventuellement aidé d'experts choisis par lui, fixe à l'attention des membres du personnel qui sont chargés de corriger l'épreuve au sein des établissements :

- 1° la grille d'évaluation sur base des grilles critériées adaptées des descripteurs du CECRL ;
- 2° le corrigé de l'épreuve ;
- 3° le guide de correction avec une répartition des points par question.

Art. 5. L'établissement organise la consultation des copies de l'épreuve selon les modalités fixées par celui-ci.

CHAPITRE 4. — Jury

Art. 6. § 1^{er}. Sur proposition de l'ARES, le Gouvernement nomme neuf membres du jury :

- 1° quatre membres représentant les hautes écoles ;
- 2° trois membres représentant les universités ;
- 3° deux membres représentant les écoles supérieures des arts.

§ 2. Le président est choisi parmi les membres tels que visés au § 1^{er}, 1°, du présent article.

§ 3. Ces membres sont nommés pour une période de 4 ans, renouvelable tacitement.

§ 4. Le secrétariat du jury est exercé par l'ARES. Cette mission comprend l'organisation des réunions du jury et la rédaction des procès-verbaux de délibération, la prise en charge matérielle de l'épreuve, la gestion des inscriptions et de l'épreuve via une plateforme informatisée, l'impression des questionnaires et la distribution des questionnaires aux établissements.

Art. 7. Le jury adopte son règlement d'ordre intérieur.

CHAPITRE 5. — Seuil de réussite de l'épreuve

Art. 8. Pour réussir l'épreuve, le candidat doit atteindre le niveau C1 du CECRL.

Art. 9. Le document attestant de la réussite ou de l'échec de l'épreuve est communiqué par le secrétariat du jury, après validation par le jury, selon les modalités fixées par celui-ci.

Le document attestant de la réussite de l'épreuve mentionne que cette réussite dispense l'étudiant soit de l'unité d'enseignement de la maîtrise de la langue française de 5 crédits organisée en première année de bachelier des sections 1, 2 et 3, soit pour les sections 4 et 5, d'ajouter une unité d'enseignement de maîtrise de la langue française de 5 crédits à son programme.

CHAPITRE 6. — Voies de recours

Art. 10. Le candidat peut introduire un recours auprès du jury, conformément aux modalités fixées par le jury et communiquées à l'étudiant avant l'épreuve.

PARTIE III. — Dispositions finales

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions abrogatoires

Art. 11. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 1997 déterminant les diplômes belges et étrangers qui permettent d'apporter la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française, tel que modifié par l'arrêté du 8 juillet 2005, est abrogé.

Art. 12. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1998 déterminant les diplômes étrangers qui permettent d'apporter la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française, tel que modifié par l'arrêté du 19 juin 2001, est abrogé.

Art. 13. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 octobre 2010 relatif aux examens de maîtrise suffisante de la langue française dans l'enseignement supérieur est abrogé.

CHAPITRE 2. — *Entrée en vigueur*

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année académique 2023-2024, à l'exception des articles 6 et 7 qui produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2022.

L'arrêté visé à l'article 13 reste applicable, jusqu'à l'année académique 2025-2026, aux étudiants qui y étaient soumis avant l'année académique 2023-2024.

Le présent arrêté fera l'objet d'une évaluation, par le secrétariat du jury, au plus tard durant l'année académique 2025-2026.

CHAPITRE 3. — *Disposition exécutoire*

Art. 15. Le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 février 2023.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JÉHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/30469]

16 FEBRUARI 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van artikel 34 van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten

De Regering van de Franse Gemeenschap

Gelet op het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten, artikel 34, § 1, tweede lid, tweede zin, en derde lid, zoals vervangen bij het decreet van 2 december 2021 ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juli 1997 tot bepaling van de Belgische en buitenlandse diploma's die het mogelijk maken het bewijs te leveren van een voldoende kennis van de Franse taal;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1998 tot bepaling van de buitenlandse diploma's die als bewijs gelden van een voldoende beheersing van de Franse taal;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 oktober 2010 betreffende de examens voor voldoende beheersing van de Franse taal in het hoger onderwijs;

Gelet op het advies nr. 2022-10 van de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs van 24 mei 2022 betreffende de voorafgaande proef over de grondige kennis van de Franse taal als zender en ontvanger in een beroepscontext (hervorming van de initiële opleiding van de leerkrachten) en de briefwisseling van de Academie van 6 oktober 2022 waarbij het heronderzoek van de datum van organisatie van de proef wordt bevestigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 november 2022 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 december 2022 ;

Gelet op de « gendertest » van 22 november 2022 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweed lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies 72.751/2 van de Raad van State, gegeven op 25 januari 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs ;

Na beraadslaging,

Besluit :

DEEL I. — Inleidende bepalingen

ENIG HOOFDSTUK. — *Definities*

Artikel 1. Er wordt verstaan onder :

1^o CECL : Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor Talen : Leren, onderwijzen, beoordelen gepubliceerd door de Raad van Europa in 2001 ;

2^o proef : voorafgaande schriftelijke proef over de grondige kennis van de Franse taal als zender en ontvanger in een beroepscontext, zoals bedoeld in artikel 34, § 1, eerste lid, van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021 ;

3^o instelling : instelling voor hoger onderwijs bevoegd om de initiële opleiding van de leerkrachten te organiseren;

4° examencommissie : examencommissie die de proef regelt, zoals bedoeld in artikel 34, § 1, derde lid, 5°, van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021 ;

5° secretariaat van de examencommissie : de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs, zoals bedoeld in artikel 21 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

DEEL II. — Algemene bepalingen

HOOFDSTUK 1. — Datum van de proef

Art. 2. De instelling organiseert de proef, in voorkomend geval met andere instellingen, op de derde dinsdag van oktober. De inschrijvingen voor de proef sluiten op de 1e dinsdag van oktober.

HOOFDSTUK 2. — Gedetailleerd programma van de proef

Art. 3. § 1. De examencommissie, eventueel bijgestaan door deskundigen die zij kiest, stelt de verschillende onderdelen van het programma van de proef op met inachtneming van een pedagogische aanpassing tussen enerzijds de vaardigheden bedoeld in artikel 34, § 1, eerste lid, van de decreet van 7 februari 2019, zoals vervangen bij het decreet van 2 december 2021, en het niveau dat wordt verwacht door de proef en, anderzijds, de vaardigheden bedoeld in de inhoud van de les over de kennis van de Franse taal die in de verschillende onderwijsprogramma's wordt voorzien.

De deskundigen worden gekozen door de leden van de examencommissie rekening houdend met de volgende vaardigheden : specialisten in grootschalige proeven; inspectrices en inspecteurs secundair onderwijs om de continuïteit tussen secundair en hoger onderwijs te waarborgen; psychopedagogen; didactici van het Frans; sociaal-didactici; specialisten in docimologie.

Een evaluatie van een beperkt deel van deze competenties is mogelijk in de vorm van een meerkeuzevragenlijst.

De bovenvermelde meerkeuzevragenlijst is ontworpen zonder een correctieschaal met negatieve punten.

§ 2. Deze proef gebeurt uitsluitend in het Frans

§ 3. De student vraagt bij de inschrijving, in voorkomend geval, redelijke aanpassingen aan de examencommissie van de proef, vergezeld van een door de examencommissie samengestelde onafhankelijke medische commissie. Deze bestaat uit deskundigen op het gebied van inclusief onderwijs.

De medische commissie is verantwoordelijk voor de analyse van de door de kandidaat aangeleverde bewijsstukken.

Elk lid van de medische commissie zal individueel zijn mening kunnen geven vooraleer het wordt besproken in de plenaire vergadering van de medische commissie.

De voorstellen opgesteld aan het einde van de plenaire vergadering van de medische commissie worden aan de examencommissie bezorgd. De examencommissie zorgt ervoor dat elke kandidaat, indien zijn/haar medische situatie dit vereiste, een verzoek om redelijke aanpassingen heeft kunnen indienen en dat deze verzoeken door de medische commissie zijn onderzocht.

De examencommissie keurt de lijst van kandidaten die een redelijke aanpassing genieten goed. Deze lijst wordt ondertekend door de voorzitter van de examencommissie. De examencommissie deelt de kandidaat de beslissing mee om al dan niet redelijke aanpassingen aan de kandidaat toe te staan.

De leden van de medische commissie zijn gebonden aan de striktste vertrouwelijkheid met betrekking tot de persoonlijke gegevens van de kandidaten.

HOOFDSTUK 3. — Nadere regels voor de evaluatie van de proef

Art. 4. De examencommissie, eventueel bijgestaan door deskundigen die zij kiest, stelt ter attentie van de personeelsleden die instaan voor het nakijken van de proef binnen de instellingen het volgende vast:

1° de evaluatietabel op basis van de criteria aangepast aan de CECRL ;

2° het correctiemodel van de proef;

3° de correctiegids met een puntenverdeling per vraag.

Art. 5. De instelling organiseert de raadpleging van de afschriften van de proef volgens de door haar vastgestelde nadere regels.

HOOFDSTUK 4. — Examencommissie

Art. 6. § 1. Op voorstel van de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs benoemt de regering negen leden van de examencommissie :

1° vier vertegenwoordigers van de hogescholen ;

2° drie vertegenwoordigers van de universiteiten ;

3° twee vertegenwoordigers van de hogere kunstscholen.

§ 2. De voorzitter wordt gekozen onder de leden, zoals bedoeld in § 1, 1°, van dit artikel.

§ 3. Deze leden worden benoemd voor een periode van 4 jaar, stilzwijgend hernieuwbaar.

§ 4. Het secretariaat van de examencommissie wordt waargenomen door ARES. Deze opdracht omvat de organisatie van vergaderingen van de examencommissie en het opstellen van de notulen van de beraadslaging, de materiële ondersteuning van de proef, het beheer van de inschrijvingen en van de proef via een geautomatiseerd platform, het printen van vragenlijsten en de verdeling van de vragenlijsten onder de instellingen.

Art. 7. De examencommissie neemt haar huishoudelijk reglement aan.

HOOFDSTUK 5. — *Drempel voor het slagen van de proef*

Art. 8. Om te slagen voor de proef moet de kandidaat het niveau C1 van het CECRL bereiken.

Art. 9. Het document waaruit blijkt dat de student geslaagd of niet geslaagd is voor de proef, wordt door het secretariaat van de examencommissie meegedeeld, na validatie door de examencommissie, volgens de nadere regels die zij bepaalt.

Het document waaruit dat de student geslaagd is voor de proef, vermeldt dat dit slagen de student vrijstelt van ofwel de onderwijseenheid blijkt van de kennis van de Franse taal van 5 studiepunten georganiseerd in het eerste jaar van bachelor van de afdelingen 1, 2 en 3, ofwel voor de afdelingen 4 en 5, om een onderwijseenheid van de kennis van de Franse taal van 5 studiepunten aan zijn programma toe te voegen.

HOOFDSTUK 6. — *Beroepsmiddelen*

Art. 10. De kandidaat kan beroep aantekenen bij de examencommissie overeenkomstig de nadere regels die bepaald zijn door de examencommissie en die vóór de proef aan de student zijn meegedeeld.

DEEL III. — SlotbepalingenHOOFDSTUK 1. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 11. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juli 1997 tot bepaling van de Belgische en buitenlandse diploma's die het mogelijk maken het bewijs te leveren van een voldoende kennis van de Franse taal, zoals gewijzigd bij het besluit van 8 juli 2005, wordt opgeheven.

Art. 12. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1998 tot bepaling van de buitenlandse diploma's die als bewijs gelden van een voldoende beheersing van de Franse taal, zoals gewijzigd bij het besluit van 19 juni 2001, wordt opgeheven.

Art. 13. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 oktober 2010 betreffende de examens voor voldoende beheersing van de Franse taal in het hoger onderwijs, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 2. — *Inwerkingtreding*

Art. 14. Dit besluit treedt in werking vanaf het academiejaar 2023-2024, met uitzondering van de artikelen 6 en 7 die uitwerking hebben met ingang van 1 september 2022.

Het besluit bedoeld in artikel 13 blijft van toepassing tot het academiejaar 2025-2026 op de studenten die er vóór het academiejaar 2023-2024 aan onderworpen waren.

Dit besluit zal ten laatste tijdens het academiejaar 2025-2026 worden geëvalueerd door het secretariaat van de examencommissie.

HOOFDSTUK 3. — *Uitvoeringsbepaling*

Art. 15. De Minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 februari 2023.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/40891]

15 FEVRIER 2023. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 16 décembre 2020 relatif à l'enregistrement d'armoiries de personnes physiques ou d'association familiale

La Ministre de la Culture,

Vu le décret du 12 mai 2004 relatif à l'enregistrement d'armoiries de personne physique ou d'association familiale en Communauté française tel que modifié par le décret du 30 avril 2009 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 14 octobre 2010 portant exécution du décret du 12 mai 2004 relatif à l'enregistrement d'armoiries de personne physique ou d'association familiale en Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française, l'article 86, 10° ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 décembre 2020 relatif à l'enregistrement d'armoiries de personnes physiques ou d'association familiale ;

Considérant que la dévolution reprise pour le requérant B. Collinet contient une erreur et ne correspond pas à celle requise par le requérant et approuvée par le Conseil ;

Considérant l'avis du Conseil d'héraldique et de vexillologie du 15 février 2023 sur la modification requise,

Arrête :

Article unique. Dans l'arrêté ministériel du 16 décembre 2020 relatif à l'enregistrement d'armoiries de personnes physiques ou d'association familiale, la dévolution « pour lui-même et ses descendants porteurs du nom » est remplacée par la dévolution suivante : « pour lui-même et ses descendants porteurs du nom ainsi que pour tous les descendants porteurs du nom issus du couple André Collinet (1898-1944) et Geneviève Minette de Tillesse (1909-1982) qui le souhaite ».

Bruxelles, le 15 février 2023.

Par délégation :

Jean-Louis Blanchart,
Directeur général adjoint f.f.